

**Arrêté n° 15-DDPP-26 portant modification des conditions d'exploitation
et cession d'une bande de terrain
Société MANITOWOC Cranes Group France à St-Nizier sous Charlieu**

La préfète de la Loire

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le décret du 31 juillet 2025 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-006 SCAT du 14 janvier 2026 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1-DDPP-26 du 19 janvier 2026 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°363/2014/DDPP du 10 septembre 2014 autorisant la société Manitowoc Cranes Group France SAS dont le siège social est situé 66, chemin du Moulin de Carron 69 570 Dardilly, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint Nizier sous Charlieu (42 190), au 803 route de Pouilly, une usine de conception et fabrication de grues ;

Vu l'évaluation quantitative des risques sanitaires datée du 20 octobre 2020 et transmise le 27 janvier 2023 ;

Vu le dossier de porter à connaissance daté du 16 janvier 2024 et transmis le 7 février 2024 relatif à la modification du périmètre d'exploitation, complété les 31 mai 2024 et 2 juillet 2025 ;

Vu le rapport du 17 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes (Unité Départementale de la Loire) ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté le 12 janvier 2026 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société MANITOWOC Cranes Group France SAS afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement conformément aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société MANITOWOC Cranes Group France SAS dont le siège social est situé 66, chemin du Moulin de Carron 69 570 Dardilly est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint Nizier sous Charlieu (42 190), au 803 route de Pouilly.

Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°363/2014/DDPP du 10 septembre 2014.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°420-DDPP-19 du 5 novembre 2019 portant mise en place des garanties financières pour la mise en sécurité des installations sont abrogées.

CHAPITRE 1.2 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.2.1 Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 est remplacé par le suivant :

Désignation des installations taillé en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)	Rubrique	Volume de l'activité (Cumul site)	A, E, D, DC	Description des installations
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	2940.2a	470 kg/j	E	Cabine de rénovation : 1 t/an Cabine IGO color - apprêt hydrosoluble (coefficient ½) : 37,8 t/an - autres produits (coefficient 1) : 83,4 t/an Cabine du tunnel de finition : 41,7 t/an Quantité totale mise en œuvre : 155 t/an Base optimale de production en 5x8 (329 j/an)
Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	2560.1	2000 kW	E	Machines outils

<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an</p>	1978.8	80 t	D	
<p>Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface.</p> <p>La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :</p> <p>2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l</p>	2563.2	4450 l	DC	<p>Produit : Hakapur 445</p> <p>- Rénovation : 1 bac de lavage de 1250 l + 1 bac de rinçage de 800 l</p> <p>- Ligne de treuil : 1 bac de dégraissant désoxydant de 1200 l + 1 bac de passivation de 1200 l (+ 2 bacs de rinçage de 800 l à l'eau)</p>
<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	2575	369,7 kW	D	<p>- Grenailleuse de la chaîne de peinture : 236,35 kW</p> <p>- Grenailleuse de la ligne de treuil : 70,75 kW</p> <p>- Grenailleuse de la zone de rénovation : 18 kW</p> <p>- Grenailleuse de la zone Encore : 44,57 kW</p>
<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	2910.A2	6,31 MW	DC	<p><u>Gaz naturel :</u> Chaudière SAS séchage : 464 kW Chaudière SAS séchage/marouflage : 140 kW Chaudière SAS finition : 140 kW Chaudière vestiaire : 85 kW Générateurs air chaud O, P, R : 2133 kW Radiants : 3346,4 kW</p> <p><u>Remarque :</u> l'installation compte aussi d'autres installations de combustion de type « sécheur direct » qui ne relèvent pas de la rubrique 2910. Cf tableau à l'</p>
<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	2925.1	69 kW	D	20 chargeurs électriques

Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	4725.2	9,27 t	D	Cuve de 7 800 l 27 bouteilles de 10 m3
--	--------	--------	---	---

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration, DC : déclaration avec contrôle périodique

TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 2.1 CONDITIONS DE REJETS

Article 2.1.1 Conduits et installations raccordées

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 sont remplacées par :

Activité/ installation	N° de conduit	Destination	Localisation	Puissance (kW)	Combustible	Nature des polluants
Tunnel de finition (application peinture)	A	Chaudière SAS séchage	Bâtiment finition	464	Gaz naturel	Gaz de combustion
	B	Chaudière SAS séchage/marouflage		140	Gaz naturel	Gaz de combustion
	C	Grande Cabine		1630	Gaz naturel	Gaz de combustion
	E	Etuve séchage		820	Gaz naturel	Poussières (de peinture) COV
	F	Chaudière SAS finition		140	Gaz naturel	Gaz de combustion
	Fb	Finition broierie		/	/	COV
	Fs	Finition sablage		/	/	Poussières
Cabine de rénovation	G	Cabine peinture Etuve Omia	Bâtiment réno	300	Gaz naturel	Gaz de combustion Poussières (de peinture) COV
	Gb	Rénovation broierie		/	/	COV
Chaîne de peinture IGOCOLOR	H	Etuve de préchauffage	Bâtiment peinture	581,5	Gaz naturel	Gaz de combustion
	1	Cabine d'apprêt 1		1200	Gaz naturel	Poussières (de peinture) COV
	2	Cabine d'apprêt 2		1200	Gaz naturel	COV
	I	SAS de désolvatation				COV
	J	Etuve d'apprêt		1600	Gaz naturel	Gaz de combustion
	3	Cabine laque 1		1200	Gaz naturel	Poussières (de peinture) COV
	4	Cabine laque 2		1200	Gaz naturel	COV
	K	SAS de désolvatation				COV
	L	Etuve laque		1600	Gaz naturel	Gaz de combustion Poussières (de peinture) COV
	Iba	Broirie Appret				COV
Chauffage	M	Local vestiaire, chaudière	bâtiment principal	85	Gaz naturel	Gaz de combustion
		Magasin PP, radians en toiture		367,4	Gaz naturel	
		FU, radians en toiture		100,2	Gaz naturel	
		Atelier Mecano, radians en toiture		467,6	Gaz naturel	
	O	Travée A, ligne de flèche, générateur air chaud		711	Gaz naturel	
	P	Travée A, ligne flexible, générateur air chaud		711	Gaz naturel	
	R	Travée E1, ligne GMK outrigger et soudure accessoires, générateur air chaud		711	Gaz naturel	
		Travée E2, centre INNSE et ligne base GMK et IGOT, 7 radians de 50 kW		350	Gaz naturel	
		Travée M, ligne treuil, 11 radians de 50 kW		550	Gaz naturel	
		Travée G, ENCORE, 11 radians de 50 kW		550	Gaz naturel	
		Travée P, maintenance et magasin, 16 radians de 25,7 kW		411,2	Gaz naturel	
		Travée H, montage IGOT, 11 radians de 50 kW		550	Gaz naturel	
Mécanisme Soudage	U	VS GMK (outriggers)	robot soudage IGM			Poussières
	V	VS Mécanismes (chassis treuils)	robot soudage IES			Poussières
	Vc	Robot CLOOS				
Mécanisme Ressuage	W	VS Mécanismes	Mur aspiration (ressuage treuils)			COV
Mécanisme Grenailage	X	VS Mécanismes	Grenailleuses			Poussières (métalliques)
Mécanisme Autre	Zc	Electroméca Anneaux	Collage			COV
	Zd		Découpe Plasma			Poussières (métalliques)
Soudure	Ze	Robot Yaskawa				Poussières
Zone Encore	Zf	Zone Encore, Grenailleuse	Grenailleuse			Poussières (métalliques)

Article 2.1.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 sont remplacées par :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides
- à une teneur en O₂ ou CO₂ éventuellement précisée dans le tableau ci-dessous.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Chaudières (uniquement résidus gaz de combustion)	Lignes de peinture (cabines application)	Lignes de peinture (étuve, désolvatation)	Lignes de peinture (broirie...) + Collage/ Ressuage	Lignes de peintures (sablage..) Découpe Plasma	Soudage	Grenaillage
Référence points de rejets	A, B, F, M O, P, R	C, G, 1, 2, 3, 4	E, H, I, J, K, L	Fb, Gb, Iba, Ibl, W, Zc	Fs, Zd	U, V, Vc, Zd, Ze	X, Zf
Poussières	Appareils de combustion de puissance unitaire < 1 MW	5	5		5	40	150
NO _x (en équivalent NO ₂)		100	100				
CO		100	100				
COVNM (exprimé mgC/Nm ³)		75	50	50			
Métaux totaux		/	/	/	/	5	/

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

L'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Cas particulier des installations de combustion : Les installations de combustion exploitées relèvent du régime de déclaration au titre de la rubrique 2910 (puissance cumulée supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW), mais sont composées uniquement d'appareils de puissance

unitaire inférieure à 1 MW. Ces appareils ne sont pas soumis aux valeurs limites d'émission fixées au 6.2.4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations relevant de la rubrique 2910.

Indépendamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 applicable aux installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2910, pour ce qui concerne les émissions atmosphériques, l'exploitant doit veiller à respecter les dispositions des autres textes applicables à ces installations, notamment :

a) pour les chaudières de puissance nominale supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW :

- les articles R. 224-21 à R. 224-41-3 du chapitre IV du titre II du livre II du Code de l'environnement, relatifs aux rendements minimaux, équipements et contrôle des chaudières,
- l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.

Ces textes prévoient en particulier une mesure, tous les deux ans, de la teneur en NO_x, en O₂ et en Poussières, uniquement pour les installations alimentées par un combustible solide pour ce dernier paramètre. Un rapport de contrôle accompagné, le cas échéant, de propositions d'amélioration est transmis à l'exploitant par l'organisme de contrôle.

b) pour les chaudières de puissance nominale supérieure ou égale à 4 kW et inférieure ou égale à 400 kW :

- les articles R. 224-41-4 à R. 224-41-9 du chapitre IV du titre II du livre II du Code de l'environnement, relatifs à l'entretien annuel des chaudières,
- l'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kW.

Ces textes prévoient en particulier un entretien annuel des chaudières, la mesure du taux de CO en ambiance (à proximité de l'appareil), l'estimation du rendement et des émissions polluantes. Un rapport accompagné de conseils d'utilisation et de propositions d'amélioration est transmis à l'exploitant par l'organisme de contrôle.

Article 2.1.3. Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés (canalisés et diffus) dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments permettant de justifier la part des émissions diffuses.

Paramètres	Émissions totales canalisées (sauf flux horaire COV NM)	
	Flux horaire (kg/h)	Flux annuel maximal (t/an)
COV NM (eq C)	15 (canalisés + diffus)	27
Poussières	0,96	1,5
Métaux	0,015	0,014

Le flux annuel des émissions diffuses en COV NM ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés.

Article 2.1.4. Cas particulier des installations utilisant des substances émettant des COV

Les dispositions du titre 3.2 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 sont renforcées par :

Toutes les précautions appropriées sont prises pour réduire au minimum les émissions de composés organiques volatils lors des opérations de démarrage et d'arrêt.

L'utilisation de substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger suivantes sont interdites :

- H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques ; et substances halogénées pour la reproduction,
- substances H341 ou H351,
- composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs nécessaires (fiches de données de sécurité, résultats d'analyses des rejets,...).

Article 2.1.5. Autosurveillance des rejets atmosphériques

Le tableau de l'article 8.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 est remplacé par :

	Conduits n° C, G, 1, 2, 3, 4, E, H, I, J, K, L Fb, Gb, Iba, Ibl, W, Zc Fs, Zd U, V, Vc, Zd, Ze, X, Zf
Fréquence de contrôle	Annuelle

Article 2.1.6. Dispositions transitoires - Impact des activités – risques sanitaires

Les dispositions du titre 3.2 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 sont renforcées par :

Sous un délai de 18 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant établi et transmet à l'inspection des installations classées un recensement des substances émises (nature, quantité, toxicologie, émissions canalisées et diffuses), le compare aux hypothèses de l'évaluation quantitative des risques sanitaires du 20 octobre 2020 (rapport Dekra Affaire n°5327371A). Si les rejets effectifs sont incompatibles avec ces hypothèses, un plan d'action visant à mettre en œuvre les actions correctives nécessaires est joint à cette transmission.

TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 3.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 3.1.1. Comportement au feu - Implantation

Les dispositions du titre 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2014 sont renforcées par :

Stockage de liquides inflammables :

Le local abritant le stockage de liquides inflammables aériens présente les caractéristiques dimensionnelles, de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- dimensions du bâtiment de stockage : 10 m x 24 m (largeur x longueur)
- hauteur : 5 m
- murs extérieurs : REI 120
- toiture/plafond haut : REI 120
- portes donnant vers l'extérieur : EI2 120 C et classe de durabilité C2, elles sont munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

Le local est implanté :

- à une distance minimale des limites du site calculée pour les liquides susceptibles d'être présents dans le bâtiment, de façon à ce que les effets irréversibles au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport à la quantité susceptible d'être présente,
- à une distance minimale des autres bâtiments et installations exploités à l'intérieur du site au moins égale à celle correspondant au seuil des effets dominos (au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé), en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport à la quantité susceptible d'être présente.

Ces calculs sont effectués suivant la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).

La quantité maximale de liquides inflammables entreposés dans le local est limitée à 34 tonnes.

La quantité maximale de liquides inflammables présents sur l'ensemble du site (stockage + encours au niveau des ateliers) est limitée à 46,3 tonnes.

TITRE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - EXÉCUTION

Article 4.1.1 – Délais et voies de recours

En application de l'article L. 181-17 du Code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Saint-Étienne :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

En application du III de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4.1.2. Affichage et publication

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4.1.3 – Exécution et notification

Le présent arrêté est notifié à :

- La société MANITOWOC Cranes Group France ;
- M. le Président de la communauté de communes de Charlieu-Belmont ;
- La Mairie de St-Nizier sous Charlieu.

Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de St-Nizier sous Charlieu sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 11 février 2026


Pour la Préfète et par délégation
Le directeur départemental
de la protection des populations

Pierre CABRIDENC

Copie :

- MANITOWOC Cranes Group France
- Sous-Préfecture de Roanne
- Dreal Uid42
- Mairie de St-Nizier sous Charlieu
- Archives
- Chrono

